

Sommaire

Remerciements.....	9
Préface.....	XI
Abréviations.....	XV

Introduction	23
---------------------------	-----------

Chapitre préliminaire. Dévoiement de la conception originelle du filtrage (1790-1920).....	37
---	-----------

I. La conception révolutionnaire de la cassation et du filtrage des pourvois	41
§ 1. La question controversée du filtrage	42
§ 2. Premières réformes structurelles	47
II. Haro sur la chambre des requêtes : une institution dévoyée.....	51
Lenteurs procédurales.....	52
Conflits de chambres.....	53
III. Stratégies et acteurs de la politique réformatrice	54
§ 1. Restauration et monarchie de Juillet	55
§ 2. Deuxième République	66
Le plaidoyer de Troplong.....	69
L'amendement Waldeck-Rousseau	75
§ 3. 1850-1915 : tentatives infructueuses	83
Conclusion.....	89

Chapitre I. Genèse de la réforme. Entre vaines suppliques et richesse des propositions (1920-1944)	97
---	-----------

I. Travaux et propositions autour d'un projet de réorganisation de la cour (1930-1937).....	103
II. Création de la chambre sociale en 1938 : un sursis pour la chambre des requêtes.....	114
III. « L'organe ne répond plus à la fonction ».....	119

Chapitre II. Une cour sans filtre. La chambre des requêtes sacrifiée sur l'autel de l'économie judiciaire et du rendement (Loi du 23 juillet 1947)	125
I. Les travaux de la commission de réforme	126
§ 1. Les rapports	126
§ 2. Une délibération historique : la Cour mobilisée pour la défense de la chambre des requêtes	127
§ 3. Le plaidoyer désespéré du président Mazeaud	132
II. Élaboration de l'avant-projet	134
§ 1. Dernière délibération et confrontation des arguments	135
§ 2. Les grands axes de l'avant-projet.....	138
III. Débats parlementaires (juin-juillet 1947).....	143
§ 1. À l'Assemblée nationale.....	145
§ 2. Au Conseil de la République	151
IV. Bilan de la réforme : les principales innovations	155
§ 1. L'objectif de rendement	155
§ 2. L'unité de jurisprudence	159
Spécialisation des chambres	160
Le rôle de l'assemblée plénière civile	162
Le fichier central	165
V. La réforme au prisme de la doctrine.....	168
§ 1. Divergences autour de la disparition de l'organe de filtrage	170
§ 2. Critiques de la généralisation du débat contradictoire	177
§ 3. La spécialisation des chambres : disposition nécessaire mais insuffisante.....	181
§ 4. L'assemblée plénière civile, « heureuse innovation » de la réforme	183
L'argument comparatiste	183
Saisine de l'assemblée plénière civile	185
L'autorité de ses arrêts	186
§ 5. Fichier central et service de documentation	187
Conclusion sur la réception	190
VI. Rapports et statistiques : premiers bilans de la réforme.....	195
§ 1. Premiers résultats et mise en cause du travail des conseillers de la Cour	196

§ 2. La Cour de cassation au cœur des tensions entre la Chancellerie et le Conseil supérieur de la magistrature	202
§ 3. 1949-1950 : spéculations triangulaires (la Chancellerie, la Cour, le CSM)	207
§ 4. 1950 : contraintes budgétaires et pragmatisme des acteurs	214
§ 5. Une publication opportune	220
Conclusion	226
Un nouveau cycle de réformes structurelles	229
La loi de 1947 à l'épreuve du temps : un bilan mitigé, des moyens renforcés	232

Chapitre III. Rupture dans la politique réformatrice de la Cour. La loi du 3 janvier 1979, une version inattendue et revisitée de la chambre des requêtes 235

I. Le contexte	235
§ 1. En quête d'inspiration et de légitimité : l'approche comparatiste	239
§ 2. Divisions internes : l'éclairage des discours de rentrée	246
II. À l'origine du texte : un amendement insolite et controversé ...	251
§ 1. Le « bureau des requêtes » de Jean Foyer : un amendement stratégique	252
§ 2. L'amendement en débat : le Parlement désuni	259
III. Réception par la doctrine	264
§ 1. Au-delà de l'approximation sémantique, le principe de sélection censuré	264
§ 2. Mise en perspective : les origines et l'esprit de la réforme	266
§ 3. Remontrances techniques	267
L'organe de sélection en question	268
Réquisitoire contre certains choix procéduraux	270
Dangers d'une formulation ambiguë	272
IV. La loi dévoyée par la pratique judiciaire	275
§ 1. La loi ignorée	276
§ 2. Une règle, des pratiques	276
§ 3. La loi contournée : une procédure toujours contradictoire	277
§ 4. Des résistances « culturelles »	279

Chapitre IV. Atermoiements. Le temps des réformes frileuses (1981-2001)	281
I. La loi du 6 août 1981, « une réforme de la réforme » (Robert Badinter).....	285
§ 1. Faillite de la loi du 3 janvier 1979	285
Le temps du déni	285
Constat d'échec	288
§ 2. La loi du 6 août 1981	290
Le fruit du dialogue et de la concertation	290
Les débats parlementaires.....	293
Le nouveau visage de la formation restreinte	299
<i>Évolution du principe de sélection</i>	299
<i>Faible impact doctrinal</i>	300
II. La pratique des formations restreintes, « une formule qui marche ».....	306
§ 1. Statistiques	306
§ 2. Mise en œuvre de la sélection	309
Chronique d'une laborieuse mise en œuvre	309
Service de prétraitement et cellules de tri.....	314
§ 3. Critères de sélection	316
III. La « politique de l'autruche ».....	318
§ 1. Motifs et inspiration de la réforme	319
§ 2. Un revers prévisible.....	325
Aménagements et critiques de fond.....	325
Des corps désunis.....	329
<i>Le barreau</i>	329
<i>La Cour de cassation</i>	330
<i>La commission des lois de l'Assemblée nationale</i>	332
§ 3. Le débat en séance : Mazeaud contre Béteille	333
§ 4. Autopsie de l'échec	336
IV. La loi du 23 avril 1997, invraisemblable scénario pour une « réformette ».....	342
§ 1. La proposition Mazeaud ressuscite les formations d'admission.....	343
§ 2. Hostilité de la Cour et révision du texte en commission	345
§ 3. « Petite (très petite) réforme »	352

Chapitre V. « Mesdames et messieurs les juges, encore un effort... » (2001-2014)	359
État des lieux à l'aube du nouveau millénaire	359
La première présidence Canivet : le temps des réalisations.....	365
I. L'extension de la représentation obligatoire : filtrage indirect pour une « épuration » efficace (décret du 20 août 2004)	367
§ 1. La mobilisation du premier président.....	369
§ 2. Les arguments	372
Rupture d'égalité	372
Exigence de conformité aux standards de la CEDH	374
§ 3. Les résistances	375
II. La procédure de non-admission (loi organique du 25 juin 2001).....	380
Éléments de droit comparé	384
Moyens et finalités.....	388
§ 1. Un processus législatif atypique.....	391
Le cheval de Troie du premier président.....	391
<i>Un « emplacement insolite »</i>	392
<i>L'amendement Canivet en débat : « mieux vaut tenir que courir... »</i>	395
Un texte laconique pour une marge de manœuvre optimale	401
<i>Quelques certitudes</i>	402
<i>La non-admission en question(s)</i>	404
§ 2. La pratique de la non-admission : un régime spontané de sélection des pourvois	408
Le régime procédural	408
Les critères de la non-admission.....	414
<i>Irrecevabilités</i>	415
<i>Défaut de moyens sérieux</i>	416
<i>La non-admission partielle</i>	419
La dispense de motivation	421
§ 3. La réception	425
Mutisme au lendemain de la réforme.....	426
Le réveil de la doctrine	430
<i>Approche technique : les modalités de traitement des pourvois</i>	434
Les critères de non-admission.....	434
L'absence de motivation.....	444
<i>Approche théorique : la nature de la non-admission</i>	454
La « déclaration de non-admission » : un concept équivoque.....	454

Analyse fonctionnelle de la non-admission : filtrage ou traitement différencié ?	457
<i>La non-admission à l'épreuve des droits fondamentaux</i>	464
§ 4. Les résultats	469
La « réforme Louvel » : épilogue ? (2014-2019)	477
Mobilisation du droit comparé	482
Rapport d'étape (mai 2015).....	484
Rapport définitif (avril 2017).....	486
Péripétie législative (mai 2016)	489
Projet final (15 mars 2018)	493
L'issue.....	503
<i>La guerre du filtrage</i>	503
<i>La commission Nallet</i>	510
Conclusion générale	523
Postface	531
Bibliographie	539
Index	559